Communiqué de presse

Clôture du 20e Sommet de la Francophonie à Phnom Penh

Phnom Penh, le 16 novembre 2026 — Réunis les 15 et 16 novembre au Royaume du Cambodge sur le thème « Réinvestir dans la paix pour une prospérité partagée et une stabilité durable », les chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie ont clos leur 20e Sommet par l'adoption de trois textes : la Déclaration de Phnom Penh, une Résolution sur les situations de crise et de consolidation de la paix, et l'Appel de Phnom Penh pour la protection du patrimoine culturel.

Près de trente ans après Hanoï, la Francophonie renouait avec l'Asie du Sud-Est, au pays de Norodom Sihanouk, l'un de ses pères fondateurs. Les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur gratitude à Sa Majesté le Roi Norodom Sihamoni, au gouvernement et au peuple cambodgiens pour la qualité de leur accueil. Le Cambodge assure désormais la présidence du Sommet, qui a par ailleurs admis Saint-Christophe-et-Niévès et le Manitoba en qualité de membres observateurs.

Trois textes pour réinvestir dans la paix

Rappelant que la paix ne saurait être tenue pour acquise, la Déclaration de Phnom Penh réaffirme le soutien des États et gouvernements à l'action de l'OIF en faveur de l'État de droit, de la médiation et de l'accompagnement des transitions, et place les jeunes et les femmes au cœur de la construction de la paix. Elle appelle à défendre un espace informationnel fiable face aux manipulations et aux ingérences, à garder l'humain au centre de l'intelligence artificielle et à renforcer la voix francophone dans la gouvernance numérique mondiale, en vue notamment du Sommet de Genève sur l'IA en 2027.

La Résolution passe en revue près d'une vingtaine de situations, de l'Arménie au Soudan, en passant par Haïti, le Sahel et le Moyen-Orient. Elle exprime notamment la préoccupation des chefs d'État et de gouvernement face aux tensions frontalières entre le Cambodge et la Thaïlande et à la situation dans l'Est de la République démocratique du Congo, et salue la mission d'information déployée par la Secrétaire générale en réponse à l'appel de la RDC à la solidarité de la Francophonie.

Au pays d'Angkor, l'Appel de Phnom Penh engage enfin les États et gouvernements à mieux protéger le patrimoine culturel, à lutter contre le trafic illicite des biens culturels et à favoriser leur restitution.

L'année de la réforme, cap sur Ottawa

Faute de consensus sur le choix d'un candidat ou la tenue d'un vote, les chefs d'État et de gouvernement ont retenu la proposition de la présidence cambodgienne du Sommet de prolonger de douze mois le mandat de la Secrétaire générale, Louise Mushikiwabo, afin de permettre la tenue d'une élection en 2027. Durant cette période, les États et gouvernements auront l'occasion de proposer à la Secrétaire générale des amendements à la procédure élective d'application depuis 2022.

Lors de la cérémonie de clôture, la Secrétaire générale a rappelé les réformes menées depuis 2019 pour une organisation plus transparente, plus efficace et plus visible. Elle a indiqué respecter la décision collective des chefs d'État et de gouvernement et mener la mission qui lui est confiée dans le seul intérêt de l'organisation, en invitant la Francophonie à s'engager résolument sur les enjeux de l'intelligence

artificielle.

Le 21e Sommet se tiendra au Canada, à Ottawa, précédé d'un pré-sommet de la jeunesse francophone au Nouveau-Brunswick. Le Premier ministre du Canada, Mark Carney, l'a placé sous le signe de la découvrabilité des contenus francophones à l'ère de l'intelligence artificielle.

L'OIF compte 92 États et gouvernements : 53 membres, 5 membres associés et 34 observateurs.
Pour plus de renseignements sur la Francophonie : www.francophonie.org

Contacts presse

Oria K. Vande weghe
Directrice de la Communication et Porte-parole
Oria.Vandeweghe@francophonie.org
Laetitia Tran Ngoc
Chargée de la communication stratégique et des relations presse
laetitia.tran-ngoc@francophonie.org